

## RAPPORT SPÉCIAL

### MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES

#### AU ZIMBABWE

5 juin 2007

#### Faits saillants

- Cette année, les effets conjugués des mauvaises conditions météorologiques et des graves difficultés économiques que connaît le Zimbabwe ont entraîné une situation pénible et une insécurité alimentaire pour la population tant dans les villes que dans les campagnes, notamment dans les zones où les pertes de la production de la campagne actuelle sont les plus importantes.
- Selon les estimations, la production céréalière nationale de 2007 reculerait de 44 pour cent par rapport aux chiffres annoncés par le gouvernement l'an dernier, d'où un déficit vivrier considérable dans le pays. Ceux qui ont perdu leurs cultures en raison des périodes de sécheresse prolongées et de la pluviosité inférieure à la normale en divers endroits du pays seront particulièrement touchés.
- La Mission estime la récolte à 799 000 tonnes de maïs et 126 000 tonnes de petites céréales pour la campagne agricole principale 2006/07. La production de maïs est estimée en baisse de 46 pour cent par rapport à l'an dernier et de 13 pour cent par rapport à l'année qui avait précédé. Les principaux facteurs à l'origine de ce recul, outre les mauvaises conditions météorologiques, sont les pénuries d'intrants essentiels, la dégradation de l'infrastructure, notamment pour l'irrigation, et ce qui est plus important encore, les prix peu rentables pratiqués pour la plupart des cultures sous le contrôle du gouvernement.
- Le recul structurel de la production agricole nationale au cours des 6 ou 7 dernières années s'explique aussi par l'incapacité des agriculteurs nouvellement installés à exploiter les bonnes terres qui leur ont été allouées. Ces agriculteurs ont été en mesure de cultiver seulement environ 30 à 55 pour cent de la totalité des terres arables, en raison des pénuries de tracteurs/puissance de traction, de carburant et d'engrais, des investissements insuffisants dans l'infrastructure/les améliorations, du manque d'incitation compte tenu du contrôle des prix et de l'absentéisme des bénéficiaires de la redistribution des terres. Suite au programme de réforme agraire, selon des données tirées du Bureau central des statistiques, le secteur commercial à grande échelle produit désormais moins d'un dixième du maïs qu'il produisait dans les années 1990. La production commerciale à grande échelle de maïs représente aujourd'hui moins de 5 pour cent de la production totale de maïs du pays.
- Selon les estimations de la Mission, le volume intérieur de céréales disponible pour la consommation en 2007/08 se monte à environ 1,287 million de tonnes, tandis que l'utilisation céréalière totale se chiffre à 2,339 millions de tonnes dont 1,928 million de tonnes destinées à la consommation humaine directe, si l'on tient compte de la projection Gouvernement zimbabwéen/ Bureau central des statistiques, qui établit la population à 11,83 millions. Ainsi, les besoins d'importations céréalières sont estimés à 1,052 million de tonnes, la part du déficit de maïs étant de 813 000 tonnes.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ROME



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

- L'inflation galopante a dépassé 3 700 pour cent et a entraîné une réduction considérable du pouvoir d'achat des ménages, en limitant strictement l'accès aux disponibilités des personnes à faible revenu ou à revenu moyen et des personnes vulnérables. Dans le même temps, le taux de change de la monnaie locale pratiqué sur les marchés parallèles, qui ne cesse de s'effondrer, a entraîné une pénurie de devises et amoindri la capacité du pays à importer du carburant, de l'électricité et d'autres biens d'équipement.
- Compte tenu de la grave pénurie de devises, de la diminution de la gamme des exportations et des prix très élevés du maïs dans la région, la Mission estime que les importations commerciales de céréales s'élèveront au total à 700 000 tonnes, ce qui laisserait un déficit non couvert de 352 000 tonnes de maïs. Les importations commerciales comprennent 400 000 tonnes de maïs qui ont déjà été commandées au Malawi, 217 000 tonnes de blé et 22 000 tonnes de riz; en outre, 61 000 tonnes supplémentaires de maïs devraient être importées par des particuliers et des petits négociants par des voies informelles et sous forme d'envois en provenance de l'Afrique du Sud ainsi, que probablement du Mozambique et de la Zambie.
- Comme cela avait été le cas lors d'une crise précédente, la Mission recommande d'autoriser les importations de produits alimentaires par le secteur privé et d'indiquer clairement la politique du gouvernement concernant les plans d'importation pour faire en sorte que les importations résiduelles faites par d'autres contribuent à combler les pénuries alimentaires dans le pays.
- La Mission recommande aussi que la vente de céréales entre agriculteurs soit autorisée, afin de réduire les coûts de transport et d'économiser le carburant, qui est une ressource rare. En outre, il devrait être permis de couvrir les besoins de consommation des familles pour 5 mois (au lieu de 3 actuellement) par le biais des points de distribution de l'Office national de commercialisation des céréales, afin de garantir que le produit de la vente du gros bétail ne soit pas absorbé par l'inflation.
- La Mission estime que 4,1 millions de personnes, tant dans les villes que dans les campagnes, nécessiteront une aide alimentaire s'élevant à 352 000 tonnes de céréales en 2007/08. Elle recommande une aide alimentaire d'urgence de cet ordre pour la population gravement touchée par la crise qui sévit actuellement dans les zones géographiques prioritaires. Elle recommande également de fournir 90 000 tonnes supplémentaires d'aide alimentaire autre que des céréales pour répondre aux besoins caloriques minimums (soit 2 100 Kcal par jour) des plus vulnérables. Pour les personnes qui ne sont pas incluses dans les secours d'urgence, on suppose que les disponibilités de l'Office de commercialisation des céréales seront accessibles "normalement" et que les ménages puiseront sur leurs propres ressources pour se procurer de la nourriture aux prix fixés.
- La Mission recommande aussi au gouvernement et à la communauté internationale de fournir des semences de bonne qualité et des engrais, ainsi que des produits chimiques pour lutter contre les maladies du bétail transmises par les tiques. Des sources de variétés adéquates de maïs et de petites céréales doivent en outre être identifiées de toute urgence, pour livraison en septembre 2007.
- Pour faire face au déficit vivrier structurel et aux pénuries chroniques, il est recommandé que la communauté internationale et le gouvernement se concertent pour mobiliser l'assistance économique et autre requise, de manière à promouvoir une production vivrière durable et une sécurité alimentaire globale au moyen de l'aide au développement. Celle-ci devrait viser à investir dans la mécanisation du secteur agricole et dans l'infrastructure au niveau des exploitations (par exemple, accroissement du nombre de tracteurs et remise en état des ouvrages d'irrigation); la productivité s'en trouvera améliorée et les agriculteurs nouvellement installés pourront exploiter plus pleinement les terres. Conformément à l'objectif de libéralisation de l'économie annoncé par le Gouverneur de la Banque de réserve du Zimbabwe en avril 2007, la Mission appuie aussi les réformes du système de commercialisation des céréales qui visent à protéger les agriculteurs en fixant des prix planchers et à permettre la participation du secteur privé.

## **1. VUE D'ENSEMBLE**

Le Zimbabwe a connu de longues vagues de sécheresse et une pluviosité globalement insuffisante pendant la campagne agricole 2006/07, ce qui a accentué les effets dévastateurs du déclin économique sans précédent enregistré ces dix dernières années. Alors que la campagne se trouvait à mi-parcours, le gouvernement a déclaré que 2007 était une "année de sécheresse". Dans ce contexte, le gouvernement a invité la Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires à se rendre dans le pays du 25 avril au 18 mai 2007 pour estimer la production des principales céréales et des légumineuses pour 2007, évaluer la situation de la sécurité alimentaire et déterminer les besoins d'importations vivrières, y compris l'aide alimentaire nécessaire, pour l'actuelle campagne commerciale 2007/08 (avril/mars).

À Harare, la Mission a tenu des consultations avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural, le Coordonnateur résident du PNUD, le représentant de la FAO dans la sous-région et d'autres fonctionnaires de la FAO, le représentant du PAM, le Directeur du bureau du PAM dans le pays et d'autres agents du PAM, la Banque mondiale, FEWSNet, l'Office météorologique du Zimbabwe, le Bureau central de statistiques, le Commercial Farmers Union (CFU), le Zimbabwe Commercial Farmers Union (ZCFU), le Zimbabwe Farmers Union (ZFU), certains minotiers, des fournisseurs d'engrais et d'intrants agricoles ainsi que certaines ONG internationales et nationales.

Des observateurs de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) et de FEWSNet ont accompagné la Mission sur le terrain. La Mission a été aidée et guidée dans ses travaux par des spécialistes principaux du Département de la recherche et de la vulgarisation agricoles (AREX) et d'autres fonctionnaires du Ministère de l'agriculture et du développement rural, l'Office de commercialisation des céréales, le Département de météorologie et le Ministère de la planification et de l'aide sociale, ainsi que par quatre fonctionnaires de la FAO basés dans le pays et deux fonctionnaires du bureau du PAM dans le pays. La Mission, scindée en quatre groupes, s'est rendue pendant une dizaine de jours dans les huit provinces, pour visiter 32 des 58 districts ruraux que compte le pays. Les districts devant faire l'objet d'une visite ont été sélectionnés avec soin à l'aide d'une gamme de critères, parmi lesquels des considérations agro-écologiques, commerciales et de vulnérabilité. Dans chaque province et district, les équipes ont rencontré les autorités administratives (le Gouverneur de la province et les fonctionnaires AREX). Après ces réunions, des équipes subsidiaires se sont rendues dans 3 à 6 quartiers représentatifs d'un potentiel de production et de moyens de subsistance médiocres, moyens et bons. De brèves inspections de parcelles dans des zones urbaines et périurbaines ont été faites à Harare et à Bulawayo. Une attention particulière a été portée à certaines exploitations dans les six secteurs de production, pour couvrir les agriculteurs communautaires, les agriculteurs réinstallés et les agriculteurs commerciaux, dans toute la mesure du possible. La Mission s'est aussi rendue sur les marchés et a interrogé de petits négociants. Elle a fait en outre largement appel à l'analyse par télédétection et aux données sur la pluviosité, les indices de végétation et à divers rapports intérimaires d'évaluation.

La Mission a eu accès à l'évaluation effectuée par AREX avant la récolte, à la mi-mars. Ces renseignements ont servi d'assise à la vérification. L'état du bétail a été constaté et examiné en détail en chemin et dans les districts visités. Des évaluations de terrain ont été faites quant à la sécurité alimentaire des ménages, la vulnérabilité, les mécanismes de survie et les programmes de protection sociale. La situation concernant la production végétale et la vulnérabilité cette année a été comparée à celle des années précédentes pour avoir un certain recul. Pour parvenir à ses estimations, la Mission a utilisé des données et renseignements émanant de sources secondaires, qu'elle a examinés à la lumière des données, de l'information et des aperçus glanés à l'occasion des visites de terrain.

La Mission a utilisé des données concernant la production au niveau du pays, des provinces et des districts et les a recoupées avec les renseignements obtenus lors de discussions avec les ménages et d'entretiens de groupe. Le revenu potentiel représenté par les cultures de rapport et la production animale/les ventes de produits animaux a été utilisé pour tirer des conclusions quant à la sécurité alimentaire et les effets correspondants des pertes de production.

La campagne agricole 2006/07 s'est caractérisée par un démarrage tardif des pluies effectives pour les semis, de fréquentes périodes de sécheresse et des conditions d'humidité des sols en général inférieures à la normale, situation progressivement plus marquée du nord du pays vers le sud. Les

agriculteurs ont souvent été contraints de réensemencer, les semis précédents ayant été en grande partie détruits du fait du manque d'humidité. En de nombreux endroits de la moitié sud du pays, les cultures ont été entièrement perdues. Des pluies bénéfiques sont tombées dans les provinces septentrionales. Le Mashonaland Centre et le Mashonaland Ouest, qui sont les deux provinces septentrionales, ont reçu des précipitations normales à supérieures à la normale, qui étaient toutefois inférieures à la bonne pluviosité de l'an dernier. Des pluies assez violentes sont tombées dans la quasi-totalité du pays à la fin mars-début avril, ce qui permis d'éviter la perte de certaines cultures mises en terre tardivement et a amélioré l'état des parcours et les disponibilités d'eau pour le bétail.

La superficie consacrée aux diverses céréales, parmi lesquelles le maïs, pendant la campagne principale 2006/07, a reculé d'environ 6 pour cent, tandis que les rendements céréaliers ont diminué au total de près de 40 pour cent, d'où une chute d'environ 44 pour cent de la production totale de céréales par rapport aux estimations faites l'an dernier par le gouvernement. Globalement, dans les zones communautaires, la superficie sous maïs - principale culture dans ce secteur - a reculé de plus de 8 pour cent. Une certaine progression de la superficie cultivée dans les secteurs commerciaux à grande et petite échelle a été constatée en 2006/07, car les disponibilités de semences étaient relativement meilleures pour cette catégorie d'agriculteurs. Toutefois, le déclin à long terme du secteur commercial à grande échelle, attribuable principalement à la réforme agraire, a été spectaculaire. Il est aussi frappant de constater que l'utilisation des terres (c'est-à-dire le pourcentage de terres cultivées par rapport aux terres arables) dans les exploitations redistribuées (anciennes et nouvelles) est d'environ 30 à 55 pour cent seulement. Les graves difficultés concernant les intrants, l'infrastructure et l'économie empêchent les agriculteurs nouvellement installés de tirer pleinement parti des ressources en terre de base.

La Mission estime la récolte de la campagne principale de 2007 à 799 000 tonnes de maïs et 126 000 tonnes de petites céréales. La production de maïs de cette année devrait reculer de 46 pour cent par rapport à celle de l'an dernier et de 13 pour cent par rapport à l'année qui avait précédé. Le blé d'hiver, qui est actuellement mis en terre, devrait accuser une légère baisse, passant à 128 000 tonnes, contre 144 000 tonnes l'an dernier. Toutefois, la Mission a appris que les semis de blé d'hiver étaient en retard par rapport au calendrier et si les plans du gouvernement visant à fournir des intrants essentiels (tels que électricité et carburant pour l'irrigation) ne se concrétisent pas, la récolte de blé qui se déroulera à la fin de l'année pourrait être gravement compromise. Ainsi, la production céréalière totale (c'est-à-dire maïs, petites céréales, blé et une petite quantité de riz), qui est estimée à 1,06 million de tonnes, représenterait environ 60 pour cent de la production de l'an dernier. Les raisons de ce recul sont notamment la diminution tant des rendements que de la superficie ensemencée du fait de la pluviosité insuffisante, le manque d'intrants essentiels tels que engrais, carburant, tracteurs ou boeufs pour les labours, et plus important encore, les prix peu rentables pratiqués pour la plupart des produits agricoles contrôlés, parmi lesquels la majorité des céréales.

Sur la base des estimations concernant la production céréalière de la campagne principale, des projections quant à la production de blé et du niveau des stocks d'ouverture (182 000 tonnes, toutes céréales confondues), les besoins d'importations céréalières pour 2007/08 (avril/mars) sont estimés au total à 1,052 million de tonnes, dont 813 000 tonnes de maïs.

Compte tenu des faibles recettes d'exportation tirées du tabac (attribuables essentiellement au recul de la production) ainsi que du coton, et du fait des pressions concurrentes exercées sur les très maigres réserves de devises par les importations indispensables de carburant et d'électricité ainsi que par le remboursement de la dette extérieure, il semble que la capacité du gouvernement à importer du maïs en 2007/08 sera très limitée, et les sources de devises sont mises à rude épreuve. Apparemment, le gouvernement a conclu un accord avec le Malawi en vue d'acquérir 400 000 tonnes de maïs. Étant donné la priorité accordée aux importations de produits alimentaires, on suppose que le gouvernement ne ménagera pas ses efforts pour importer tout le blé et le riz dont il a besoin. On suppose que 61 000 tonnes de maïs supplémentaires seront importées, essentiellement à titre complémentaire, dans le cadre d'échanges transfrontaliers et d'envois en nature. Ainsi, on suppose que les importations commerciales atteindront au total 700 000 tonnes de céréales (dont 639 000 tonnes sous forme d'importations formelles du Gouvernement zimbabwéen et 61 000 autres tonnes d'importations informelles transfrontalières), ce qui laisserait un déficit non couvert de 352 000 tonnes. La Mission recommande d'apporter une aide céréalière d'urgence équivalente, ce qui correspond aux besoins estimatifs de céréales des ménages vulnérables. En outre, il est conseillé de fournir 90 000

tonnes supplémentaires d'aide alimentaire autre que des céréales, de manière à fournir les 2 100 kcal recommandées par personne et par jour. Le calcul des secours nécessaires repose sur les critères de vulnérabilité, en partant de l'hypothèse que les marchés fonctionneront "normalement" et que les ménages utiliseront d'autres ressources pour répondre à leurs propres besoins alimentaires. Comme le montre l'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, le nombre de bénéficiaires des secours variera au fil de la campagne; ils devraient être 2,1 millions en juillet, pour atteindre jusqu'à 4,1 millions au plus fort de la période de disette en janvier-mars 2008.

*Le présent rapport a été établi par Kisan Gunjal, Swithun Goodbody et Getachew Diriba, sous la responsabilité du Secrétariat de la FAO à partir d'informations provenant de sources officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations, le cas échéant.*

*Henri Josserand  
Chef, SMIAR, FAO  
Télécopie: 0039-06-5705-4495  
Mél: [giew1@fao.org](mailto:giew1@fao.org)*

*Amir Abdulla  
Directeur régional, ODJ, PAM  
Télécopie: 0027-11-5171642  
Mél: [Amir.Abdulla@wfp.org](mailto:Amir.Abdulla@wfp.org)*

*Veillez noter qu'il est possible d'obtenir le présent Rapport spécial sur le site Internet de la FAO ([www.fao.org](http://www.fao.org)) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giew1/>*

*Il est également possible de recevoir automatiquement, par messagerie électronique, les Alertes spéciales et les Rapports spéciaux, dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un message électronique à l'adresse suivante: [mailserv@mailserv.fao.org](mailto:mailserv@mailserv.fao.org) sans rien écrire dans la ligne "sujet" et en indiquant le message suivant:*

*subscribe SMIARAlertes-L*

*Pour être rayé de la liste, envoyer le message:*

*unsubscribe SMIARAlertes-L*